

DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE A PRÉSENTER EN CAS DE COMMISSIONS ET DÉSIGNATIONS D'OFFICE (1)

article 19 de la loi n° 91.647 du 10 juillet 1991
et son décret d'application

I - COMMISSION OU DÉSIGNATION D'OFFICE

MAÎTRE

nom et prénom en capitales

inscrit au barreau de _____

demeurant : _____

qui a été commis ou désigné d'office par le Bâtonnier de l'ordre des avocats (2)
 le Président de la juridiction saisie (2)

pour assister M. Mme Mlle _____
en capitales

dans l'affaire n° : _____

dont est saisi _____

EN MATIÈRE PÉNALE (2)

- le juge d'instruction
- le juge des enfants
- le tribunal correctionnel
- autre : _____

EN MATIÈRE CIVILE (2)

- assistance éducative
- tutelle
- autre : _____

FORME LA PRÉSENTE DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE.

SIGNATURE DE L'AVOCAT,

A _____, le _____

Date du dépôt : _____

Partie à remplir par l'avocat

N.B. - Joindre à l'appui de cette demande tous les documents et pièces remis par le justiciable

NOM patronymique : _____
nom de naissance, s'il y a lieu.

Nom du conjoint : _____
nom de naissance, s'il y a lieu.

Autre nom d'usage (facultatif) : _____
c'est-à-dire nom de l'ex-conjoint dont l'intéressé(e) est divorcé(e). Nom de l'autre parent accolé au nom patronymique.

Prénoms : _____

Date de naissance : jour [] [] mois [] [] année [] [] [] []

Lieu de naissance : _____ **Nationalité :** _____
commune et département

Adresse : N° : _____ rue _____

bâtiment : _____ escalier : _____ étage : _____

Commune du domicile : _____ Code postal : _____

Commune de rattachement postal (le cas échéant) : _____

Profession : _____
nom et adresse des employeurs - lieu d'exercice pour les non-salariés

Situation de famille : Célibataire Marié(e) Veuf (veuve) Divorcé(e)

Charges de famille : oui non

Si oui : Nombre d'enfants de moins de 18 ans : _____

Nombre d'enfants de plus de 18 ans et de moins de 25 ans qui poursuivent leurs études : _____

Nombre d'enfants titulaires de la carte d'invalidité, quel que soit leur âge : _____

Autres personnes à charge ou vivant habituellement avec le bénéficiaire : _____
préciser les ressources des personnes à charge, dont le concubin.

Si le demandeur est un mineur ou une personne sous tutelle, nom du représentant légal : _____

Adresse : _____

Ressources du demandeur - Montant des ressources annuelles ou mensuelles déclarées : _____ E

Documents joints à l'appui de cette demande :

- 1 - Copie de la carte d'identité
- 2 - Pièce justificative de la nationalité ⁽²⁾
- 3 - Carte de Sécurité Sociale
- 4 - Dernier avis d'imposition
- 5 - Bulletins de salaire
- 6 - Document justifiant la perception du RMI, du FNS ou de l'allocation d'insertion (pour les demandeurs d'asile)
- 7 - Documents ASSÉDIC

Fait à _____, le _____

SIGNATURE DE L'AVOCAT :

Ne portez jamais les cents, arrondissez à l'euro.

	Ceux du bénéficiaire	Ceux du conjoint ou du concubin	Ceux des personnes à charge
1. - TRAITEMENTS, SALAIRES :			
Total des salaires et avantages en nature			
2. - PENSIONS, RETRAITES, RENTES, RENTES VIAGÈRES :			
Total des pensions et avantages en nature.....			
3. - REVENUS DES PROFESSIONS NON SALARIÉES :			
Régime du forfait ou de l'évaluation administrative :			
Bénéfices industriels et commerciaux			
Bénéfices non commerciaux			
Bénéfices agricoles :			
<input type="checkbox"/> comme propriétaire exploitant			
<input type="checkbox"/> fermier			
<input type="checkbox"/> bailleur			
<input type="checkbox"/> métayer			
Régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée :			
Bénéfices industriels et commerciaux			
Bénéfices non commerciaux			
Bénéfices agricoles			
Rémunérations des gérants et associés			
4. - REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS : ..			
5. - REVENUS FONCIERS ET IMMOBILIERS :			
(préciser ci-dessous l'adresse de chacun des immeubles et, en regard dans la colonne appropriée, le revenu ou le déficit correspondant).			
- Revenu :			

- Déficit :			

	Ceux du bénéficiaire	Ceux du conjoint ou du concubin	Ceux des personnes à charge
<p>6. - BIENS IMMOBILIERS EN PROPRIÉTÉ : c'est-à-dire : bâtiments d'habitation, bâtiments d'exploitation, terrains agricoles, terrains à bâtir, etc. (préciser ci-dessous l'adresse de chacun des immeubles et, en regard dans la colonne appropriée, sa valeur).</p>			
<p>7. - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : exemple : fonds de commerce ou pas-de-porte (mentionner, comme au § 6, les adresses et les valeurs).</p>			
<p>8. - CAPITAUX MOBILIERS : c'est-à-dire : matériel (agricole, industriel, commercial...), cheptel ou stock, actions, obligations, autres titres, créances, livret de caisse d'Épargne, compte bancaire, etc. (en précisant ci-dessous la nature et, en regard, les montants).</p>			

9. - PENSIONS ALIMENTAIRES :

Montant de la pension perçue : E

10. - CHARGES A DÉDUIRE :

Pensions alimentaires versées : E

Rentes viagères versées : E

11. - RESSOURCES MENSUELLES RETENUES : E

12. - CORRECTIFS POUR CHARGES DE FAMILLE : X E

TOTAL : E

Le

Visa et cachet du bureau d'aide juridictionnelle